



MAROC :

Après l'assassinat de Mouhcine Fikri, la jeunesse manifeste contre le régime

Vendredi 28 octobre, à Al- Hoceima dans le Rif, un jeune marocain a été assassiné dans des conditions atroces. Interpellé par la police alors qu'il transportait une livraison d' espadon. La police lui a subtilisé sa marchandise qu'elle a jetée dans une benne à ordures. Désespéré le jeune homme a tenté de la récupérer et à ce moment là, le broyeur de la benne a été mis en route, broyant le corps de Mouhcine Fikri.

C'est à la suite de cet assassinat que des manifestations rassemblant des milliers de participants, principalement des jeunes ont déferlé, dans le Rif, mais aussi dans d'autres grandes villes marocaines. La jeunesse marocaine s'est immédiatement reconnue dans le sort qui a été réservé à Mouhcine Fikri.

Alors que le rapprochement avec l'immolation par le feu de Mohammed Bouazizi en Tunisie, prélude du processus révolutionnaire qui a conduit à la chute de Ben Ali en Tunisie s'impose, tous les commentateurs en particulier de la presse marocaine servile envers le pouvoir ont réfuté par avance ce rapprochement, réduisant les manifestations à une "réaction émotionnelle" ne remettant nullement en cause le régime. Pourtant ils n'ont pu empêcher que filtre le contenu politique de ces manifestations : au delà de l'exigence que soit rendue justice à Mouhcine Fikri , les manifestations remettaient ouvertement en cause le "Makhzen" , "système politique" organisé autour du roi.

Si la jeunesse marocaine s'est reconnue dans le sort de Mouhcine Fikri, c'est que la situation de ce dernier est typique de celle que connaissent des centaines de milliers de jeunes marocains. Comme Mouhcine, ils sont condamnés au chômage, à vivre d'expédients, au travail informel et surexploité. Comme en Tunisie, comme en Algérie des milliers d'entre eux , même lorsqu'ils ont acquis des diplômes universitaires sont condamnés à un tel sort.

Le reproche fait à ce jeune marocain de commerce illégal est indigne. Comme si lui comme d'autres avait le choix! La vérité, c'est que les entreprises qui pêchent "illégalement" - et dont les patrons le font au vu et au su de tout le monde - profitent largement de ces revendeurs "illégaux" qui doivent accepter de le faire dans des conditions de misère épouvantables.

Que les manifestations qui ont suivi la mort de Mouhcine Fikri aient eu pour cible le régime, c'est ce que Mohammed VI lui même a parfaitement compris. Il a immédiatement délégué son ministre de l'intérieur, assuré qu'une enquête serait diligentée, que les coupables seraient punis etc. Il s'agissait évidemment d'une

grossière manœuvre. Le temps que les manifestations s'essouffent et l'enquête sans plus attendre concluait à un "accident", laissant entendre que ... c'est la foule indignée par la saisie de la cargaison d'espadon qui aurait elle même... actionné le mécanisme qui a broyé le jeune vendeur de poissons!

Si dans l'immédiat, le pouvoir semble avoir rétabli la situation, nul doute que ces manifestations ne sont que les prémices de mouvements à venir, beaucoup plus amples et posant la question du régime lui même.

La "démocratie" marocaine : une mise en scène qui camoufle l'absolutisme monarchique

Le régime marocain est soutenu par toutes les puissances impérialistes à commencer par l'impérialisme français . Hollande vient de rencontrer Mohammed VI en grande pompe à l'ouverture de la COP 22, mascarade "écologique" mais vraie foire aux profits pour les trusts du capitalisme "vert".

Le pouvoir y est totalement concentré dans les mains de la famille royale et de ses vassaux. Mais la monarchie mis en place un système "multipartite", pur paravent du pouvoir réel qui reste après la mascarade de la réforme constitutionnelle de 2011 entre les mains du roi. Périodiquement se tiennent des "élections" qui constituent la mise en scène "démocratique" du régime. Du temps de Hassan II, celui-ci décidait par avance du résultat des dites "élections", fabriquait selon ses propres besoins des "partis", confiait même à l'occasion les rênes d'un gouvernement privé de tout pouvoir réel à son "opposition" (essentiellement l'Istiqlal et l' UNFP/ USFP à l'époque).

Ces partis continuent à exister quoique de manière racornie. Mais les dernières et récentes "élections" ont confirmé la première place au PJD, parti islamiste "modéré". Il faut préciser : sur 22 millions de marocains en âge de voter, 13 millions sont inscrits sur les listes électorales. En 2011, moins de la moitié de ces 13 millions avaient voté. C'est dire à quel point la grande masse de la population laborieuse n'est pas dupe de cette mascarade.

Face au PJD, la monarchie a impulsé à nouveau - comme de nombreuses fois dans l'histoire du Maroc - un parti constitué par les courtisans directs de la famille royale (le PAM). Évidemment rien ne distingue le programme des uns et des autres et surtout pas la position par rapport à la religion. La constitution de 2011 a consacré l'islam comme religion officielle. Toute manifestation d'athéisme este violemment réprimée. L'asservissement de la femme est pour l'essentiel maintenu.

Le PJD a donc constitué le gouvernement et Benkirane, le premier ministre est issu de ses rangs. Mais les ministres "régaliens", en particulier le ministre de l'intérieur, chef du redoutable appareil de répression est nommé directement par le roi. On ne serait pas complet si on ne précisait pas que le PPS, ex Parti communiste marocain fait partie de ce gouvernement, le stalinisme au Maroc se caractérisant depuis toujours par son soutien à la monarchie.

Attaques contre les conditions d'existence des masses : la contre réforme des retraites adoptée

C'est avant même les élections que la monarchie et le gouvernement avaient engagé une violente offensive contre les conditions déjà très difficiles du prolétariat, de la

jeunesse marocaine. Cela a pris d'abord la forme de la remise en cause du subventionnement des produits de première nécessité, subventionnement sans lequel une grande part de la population marocaine est condamnée à la famine. La remise en cause de cette "caisse de compensation", voire sa liquidation est une revendication constante, permanente de la bourgeoisie marocaine et de l'impérialisme. A cet étape le subventionnement de l'essence a déjà été liquidé en attendant la suite.

Mais l'offensive centrale, comme en Algérie, a porté sur le régime des retraites. Le gouvernement a fait passer sa réforme qui rallonge d'un an chaque année l'âge de départ en retraite, visant à le porter en 3 ans de 60 à 63 ans.

La responsabilité majeure des dirigeants syndicaux

L'ambition de cet article n'est pas de tirer un bilan complet de la situation qui au bout de 2 ans a permis au pouvoir de faire passer sa réforme. Notons pourtant que depuis 2014, c'est à dire depuis que le projet de la monarchie et de son gouvernement a été connu, le prolétariat marocain a manifesté plus d'une fois sa disponibilité au combat contre cette réforme. En octobre 2014, déjà à l'appel des syndicats la classe ouvrière faisait massivement grève (87 % de grévistes selon les directions syndicales!) contre la réforme. A l'évidence la question de la grève générale était posée. Mais les dirigeants syndicaux - les syndicats UMT et CDT peuvent être considérés comme syndicats ouvriers à côté desquels existent des pseudo "syndicats" propulsés par la monarchie ou les islamistes - ont tout fait là comme ailleurs pour éviter l'affrontement avec le pouvoir. Cela a pris la forme des multiples "journées d'action" de 24 heures avec éventuellement appel à la grève . Mais cela a surtout pris la forme du maintien du lien avec le gouvernement sur le terrain des "*propositions constructives*" pour une "*autre réforme*", ou même un autre échancier de la réforme. Parmi de multiples prises de position allant dans le même sens, citons par exemple la prise de position de Moukharik, secrétaire général de l'UMT en novembre 2015 :

"Il est démagogique de prétendre que nous sommes venus (à la concertation avec le gouvernement ndlr) les mains vides. Nous avons proposé des solutions intermédiaires" "Pour rappel les syndicats acceptent une réforme des retraites à condition que les travailleurs ne soient pas les seuls à en supporter le coût financier"

Sans entrer dans le détail des différents épisodes de ce "dialogue social", agrémenté de la part des dirigeants syndicaux d'une politique de "lobbying" sur les députés (on a vu plus haut comment étaient constituée la chambre des représentants!), la défaite fut finalement consommée pour le prolétariat marocain avec l'adoption en deuxième lecture le 20 Juillet 2016 de la dite réforme par la chambre des représentants.

Le 2 octobre alors que les dirigeants syndicaux appelaient encore à une manifestation des fonctionnaires, celle ci était violemment réprimée à Rabat (officiellement 40 blessés). La monarchie indiquait par là aux bureaucrates syndicaux que la récréation était terminée.

Le gouvernement pouvait passer à la suite : à savoir la remise en cause du droit de grève . Un projet de loi - dont le gouvernement dit que les appareils syndicaux étaient informés depuis plus d'un an - était rendu public . Ce projet de loi sans surprise contient un véritable arsenal contre le droit de grève : négociation préalable obligatoire, préavis de grève de longue durée, service minimum, répression contre

d'éventuels piquets de grève. Les dirigeants protestent... de l'absence de dialogue social pour son élaboration. S'agissant de la direction de l'UMT, elle proteste même ... au nom de la prise de position de Mohammed VI qui avait dit que s'agissant de la réglementation de la grève elle devait d'abord faire l'objet d'une longue concertation avec les partenaires sociaux !

Ainsi le gouvernement peut-il continuer sans obstacle de la part des directions syndicales son offensive tous azimuts contre le prolétariat et la jeunesse.

Ce que craint le pouvoir et les appareils qui lui sont soumis : l'irruption des masses et particulièrement de la jeunesse

Les manifestations qui ont suivi l'assassinat de Mouhcine montrent pourtant que, malgré la coopération des dirigeants syndicaux, l'irruption directe du prolétariat et de la jeunesse peut intervenir à tout moment. Notons que cette coopération même en prenant faussement la forme de la "solidarité" aux manifestants se poursuit. C'est ce dont témoigne par exemple le communiqué de l'UMT à la suite des manifestations contre l'assassinat de Mouhcine

" L'union locale des syndicats d'Al-Hoceima, affiliée à l'Union Marocaine du Travail déclare publiquement :

- qu'elle exige de traduire en justice, de demander des comptes et de punir tous les responsables effectifs de l'assassinat du marchand Mouhcine Fikri et de rendre publics les résultats de l'enquête initiée par les autorités concernées

Commentaire : revendication satisfaite ! Les autorités ont "établi" que la mort de Mouhcine était "accidentelle"

- qu'elle exige que soit mis un terme à la négligence et aux dérives dans l'utilisation du pouvoir et à l'impunité et que soit appliquée la loi au service des intérêts des citoyens et des citoyennes ..."

Commentaire : "négligence" ? "dérive" ? De qui se moque t-on ? Toute l'histoire de la lutte des classes au Maroc n'est-elle pas rythmée par les répressions les plus sanglantes, les emprisonnements, tortures etc ? Il ne s'agit pas de "négligence" ni de "dérive" mais de la pratique permanente des forces de répression dont c'est la fonction au service du pouvoir.

Mais le sommet consiste sans doute dans la demande de l'"application de la loi". Car justement, pour survivre, Mouhcine Fikri "n'appliquait pas" la loi. La situation dans laquelle lui et des milliers d'autres sont mis par le régime le contraignait à vendre "illégalement" son poisson. Demander "l'application de la loi", c'est en réalité justifier totalement l'intervention meurtrière des forces de répression.

Mais rien ni personne ne peut empêcher les travailleurs, la jeunesse de combattre pour simplement pouvoir vivre. A peine l'incendie provoqué par la mort de Mouhcine était-il éteint que d'autres mouvements témoignent de l'effervescence qui s'empare de la jeunesse. Le site "[wake up info](#)" nous informe par exemple :

"Un jeune agent d'autorité qui se croyait tout permis a reçu une belle leçon qu'il retiendra tout au long de sa carrière et peut-être mettra fin à celle-ci et également à la directrice de l'école complice

Il est censé de veiller au respect de la loi mais ce n'est pas le cas de ce petit chef d'arrondissement à Zaïo, dans la province de Nador, qui a osé s'introduire de force dans un collège et s'en prendre à un élève jusqu'à lui briser le bras. Cette agression caractérisée a mis le feu aux poudres et a poussé les élèves de l'établissement à le prendre en chasse dans la cour du collège. L'agent d'autorité n'a eu de salut qu'en se cachant dans le bureau de la directrice.

Mais les 200 élèves rassemblés autour du bureau, dans un sit-in très révélateur de leur détermination, n'ont pas lâché prise, malgré les supplications du secrétaire général de la préfecture de Nador, de parlementaires, de responsables syndicaux et d'autres associations de parents d'élèves. Ils ont tout simplement revendiqué la poursuite judiciaire de cet agent d'autorité qui a agressé sauvagement l'un des leurs et proféré des insultes à l'encontre d'autres élèves venus à la rescousse de leur camarade.

Le siège du bureau de la directrice devait durer jusqu'à minuit. C'est alors que l'agent d'autorité a été conduit au commissariat de police de Zaïo, accompagné d'une délégation des élèves, d'un représentant de la délégation régionale de l'éducation nationale et des représentants de la société civile. "

Il s'agit d'un indice parmi d'autres de cette effervescence...

Quelles perspectives politiques pour le prolétariat et la jeunesse marocaine ?

On l'indiquait au début de cet article . Les manifestations en particulier dans le Rif visaient le "makhzen" c'est à dire le système politique lui même.

Ces mobilisations chercheront à imposer pratiquement la rupture des directions syndicales d'avec le gouvernement et le pouvoir, rupture pour laquelle il faut combattre.

Aujourd'hui toutes les forces politiques marocaines jusqu'à ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche se prononcent pour le maintien de la monarchie . Les plus "audacieux" tels les dirigeants du PSU se prononcent pour une "*monarchie constitutionnelle*" , pour un "*roi qui règne mais ne gouverne pas*", ce qui était déjà le mot d'ordre de l'UNFP de Ben Barka ... il y a un demi siècle !

Il est pourtant inévitable que malgré la répression, la mobilisation des masses lorsqu'elle surgira au Maroc sous la forme de la grève générale ou d'une autre forme, fera surgir le combat pour la République. Inévitablement ce mouvement posera la question de la convocation d'une Assemblée Nationale souveraine. Au Maroc, la "transition" post coloniale s'est faite en coopération avec la famille royale et jamais les masses marocaines n'ont véritablement disposé des droits démocratiques. Les revendications démocratiques ne peuvent être ignorées ; elles joueront dans la révolution marocaine une place fondamentale.

De la même manière que toutes les forces politiques soutiennent la monarchie, toutes justifient au nom de la "nation marocaine" la domination coloniale qui écrase la population saharouie. La révolution marocaine inclura dans ses objectifs le droit de cette population de déterminer son avenir, y compris le droit de se constituer en État indépendant.

Bien entendu, elle fera droit aux revendications de la population berbère (langue, culture, administration etc.)

Par ailleurs il est impossible pour les travailleurs et la jeunesse marocaine de sortir de la misère, de la précarité, de la surexploitation sans que soient expropriés les grands moyens de production et d'échange : aussi bien ceux que se sont appropriés les puissances impérialistes qui réalisent des profits juteux sur la base de la surexploitation féroce du prolétariat (c'est le cas par exemple de l'usine Renault Dacia embauchant à Tanger à un salaire équivalent à moins d'un dixième d'un ouvrier Renault en France) que ceux de la bourgeoisie locale... au premier rang de laquelle il faut situer la famille royale elle même (Le Monde diplomatique d'octobre 2016 indique que la SNI - Société Nationale d'investissement -dont la famille royale possède 60 % des parts représente 3,5 % du PIB).

Il est impossible pour la paysannerie marocaine de sortir de la misère sans que soit mise en œuvre une réforme agraire d'ampleur attribuant véritablement la terre aux paysans.

Autrement dit, les mots d'ordre démocratiques eux même ne prennent sens que dans le cadre du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan expropriant le capital et démantelant l'appareil de répression.

Le combat du prolétariat et de la jeunesse marocaine pour le gouvernement ouvrier et paysan au Maroc est inséparable du combat des prolétariats frères d'Algérie et de Tunisie. Les gouvernants du Maroc et de l'Algérie se sont ingéniés à travers des décennies à cultiver le chauvinisme et les antagonismes nationaux, fermant les frontières, allant dans le passé jusqu'à la guerre entre l'Algérie et le Maroc. Mais les prolétariats des pays du Maghreb sont liés historiquement par une longue lutte commune contre le colonialisme français. Le mot d'ordre des États Unis socialistes du Maghreb trouve sa justification non seulement dans le caractère complémentaire des économies et des ressources des pays du Maghreb mais encore dans cette histoire commune que les campagnes chauvines et nationalistes des gouvernants ne peuvent effacer.

C'est sur un tel programme qui, à chaque étape de la lutte des classes doit être défendu de manière adaptée, que peut et doit se construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire dont a besoin le prolétariat marocain.